

L'antisionisme : une exigence de justice



Tract de novembre 2004 qui revient sur les fondements de l'Etat d'Israël et dénonce la criminalisation de l'antisionisme.

Être antisioniste, c'est déjà dénoncer le triple caractère, raciste, ethnocratique et colonial de l'État d'Israël. Ni plus ni moins. C'est aussi dénoncer la posture des dirigeants sionistes qui entretiennent la confusion entre judaïsme et sionisme et qui veulent faire de tout juif un soutien à la politique de l'État d'Israël. C'est enfin dénoncer cette propagande qui n'autorise plus à penser l'Histoire autrement qu'à travers le prisme de l'idéologie sioniste.

« Une terre sans peuple pour un peuple sans terre » : voilà dès l'origine ce qui fut le leitmotiv du sionisme. D'emblée, ce mouvement colonial se fondait sur la négation du peuple palestinien. La naissance en 1948 de l'État juif, soutenu par les puissances occidentales, reconnu par l'ONU, allait permettre d'accélérer les objectifs du sionisme : vider la Palestine de ses habitants arabes pour les remplacer par des juifs, au moyen d'expulsions et de nombreux massacres.

Aujourd'hui, cette politique sioniste se poursuit puisque l'État-colonie d'Israël ne reconnaît toujours pas le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, ni bien évidemment le droit au retour des quelques 4 millions de réfugiés, et ce, malgré les nombreuses résolutions de l'ONU. Bien au contraire, les massacres continuent, des murs s'érigent, et des pseudo-retraits purement tactiques tentent de berner les observateurs extérieurs...

Outre sa nature coloniale, Israël est également un État raciste et théocratique, puisqu'il se fonde sur une appartenance ethno-religieuse : l'État juif établit une hiérarchie entre juifs et Palestiniens, en ne reconnaissant pas à ces derniers les mêmes droits sociaux et politiques. Dans cet esprit, renforcer le caractère juif d'Israël consiste à faire appel à l'immigration juive tout en continuant à exproprier et chasser les Palestiniens. Le sionisme n'est pas autre chose qu'une politique d'épuration ethnique.

Être antisioniste, c'est déjà dénoncer ce triple caractère, raciste, ethnocratique et colonial de l'État d'Israël. Ni plus ni moins.

En cherchant à favoriser l'immigration juive en Palestine, les sionistes entretiennent un climat qui tend à faire croire que l'antisémitisme se développe un peu partout dans le monde, et notamment en France. Cette propagande, largement relayée par les médias et les plus hautes instances politiques vise aussi, en assimilant antisionisme et antisémitisme, à museler et casser tout mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, en stigmatisant particulièrement les populations issues de l'immigration.

Les tentatives actuelles pour criminaliser l'antisionisme – avec le rapport Rufin qui va dans ce sens et les nombreuses poursuites judiciaires contre des militants, des journalistes ou des intellectuels – sont un pas supplémentaire vers l'étouffement, voire l'interdiction de toute critique à l'encontre de l'État d'Israël.

Être antisioniste, c'est aussi dénoncer la posture des dirigeants sionistes qui entretiennent la confusion entre judaïsme et sionisme et qui veulent faire de tout juif un soutien à la politique de l'État d'Israël ; c'est dénoncer enfin cette propagande qui n'autorise plus à penser l'Histoire autrement qu'à travers le prisme de l'idéologie sioniste.

Nous, militants du Comité Action Palestine, affirmons que l'antisionisme n'est pas un crime, mais qu'il s'appuie au contraire sur les valeurs universellement reconnues d'antiracisme, d'égalité des droits pour tous, et de droit à l'autodétermination des peuples. Être radicalement antisioniste, c'est demander le respect absolu et l'application intégrale de ces valeurs-là.

Nous enjoignons donc la population à ne pas se laisser intimider par le fascisme rampant qui gagne du terrain, à se mobiliser pour dénoncer la complicité honteuse de nos dirigeants avec l'État sioniste, et à soutenir la lutte du peuple palestinien pour la juste reconnaissance de ses droits.